

**De la représentation du territoire québécois à la localisation des ressources en santé:
L'action publique en question.**

L. Perreault GRIDEQ; P. Côté, LÉADRE; C. Pelletier, GRIDEQ; (UQAR).

Notre article s'intéresse à la place de la fonction imaginaire dans le développement d'un sentiment d'appartenance territoriale. Notre proposition d'y attribuer un rôle prépondérant s'inscrit dans une sociologie de l'être ensemble. L'exposé adopte un point de vue d'ordre phénoménologique. Dans cette perspective, le monde matériel ne se revêt d'une signification que par le questionnement qu'il suscite. Il se révèle par la subjectivité du regard qui se pose sur l'objet observé. Puisque indéterminé en lui-même, le monde objectif se prête à une détermination géographique et historique. Ainsi, le territoire s'investit de significations, perdant son *in-signifiance*, au cours d'un processus de représentation. Il devient tel territoire, localisé et daté par ceux qui le désignent comme tel. Le territoire se construit et devient, pourrions-nous dire avec les mots de Heidegger, un *être-là*.

La représentation positive et socialement partagée du territoire contribue à la consolidation d'un ensemble socialement organisé. La conceptualisation de cet aspect du processus de structuration sociale relève du champ de recherche interdisciplinaire en développement régional. L'impact territorial de la fragilisation des économies régionales dans le contexte de la globalisation marchande a été amplement examiné. Les effets plus discrets de la transformation des politiques gouvernementales sur la cohésion sociale sont moins documentés, le plus souvent considérés comme des dimensions impondérables. Or, cette voie moins fréquentée de la recherche nous interpelle.

Nous avons pu vérifier que le discours politique sur la santé au Québec se prête à une analyse des conflits de représentation territoriale. Nous reprenons ici les résultats d'une recherche doctorale en révélant comment les communautés régionales ont réagi au plan gouvernemental de réorganisation des services. Notre méthode s'inspire du cadre d'analyse d'un discours technocratique tel que développé par Gilbert Larochelle (1990). La construction sociale d'une structure de sens obéit à une dynamique complexe, dont l'ampleur dépasse notre propos. Notre objectif se réduit à démystifier le phénomène de valorisation collective du territoire en retenant les éléments conceptuels les plus pertinents d'une théorie de l'intersubjectivité. Notre propos concerne la dynamique présidant à la cohésion sociale en lien avec la détermination territoriale.

Présentons d'abord trois séquences de ce processus. Illustrons ensuite la spécificité des empreintes territoriales, engendrées par l'imaginaire social en puisant nos exemples dans le contexte de l'histoire des politiques québécoises. Questionnons particulièrement le discours plus récent sur la réorganisation territoriale du système de santé québécois. À quelle représentation du territoire souscrivent les experts en matière de santé et qui transparaîtrait de leur discours de légitimation? Comment s'y articule la dynamique entre centre et périphérie, à travers le thème de la santé. Dans le cas de divergence radicale entre gouvernants et gouvernés, comment se présentent les lignes de fracture en l'absence d'une politique rassembleuse? Concluons enfin par une réflexion sur la portée opérationnelle du concept d'imaginaire territorial.

Fonction imaginaire et production de social

L'histoire des civilisations atteste de la capacité de l'espèce humaine à créer des mondes. Aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, des vestiges révèlent que des regroupements humains ont su composer avec les contingences géographiques les plus diverses et parfois d'une hostilité extrême à nos yeux. Les collectivités se donnent forme par un mécanisme qui transcende le contexte matériel. Les générations successives procèdent inlassablement à des réformes. Incontestablement, les sociétés naissent et évoluent sous le signe de la transformation.

Les grandes institutions religieuses ont inscrit ce mystère dans un système global de représentation de l'univers. La tradition chrétienne a de tout temps valorisé le principe de la liberté des êtres humains de l'obligation subséquente d'assumer leur salut. La théologie de la révolution portée par les missionnaires en Amérique latine s'est enracinée dans la notion de responsabilité collective. De façon générale, la morale soutient une communauté croyante dans son projet d'infléchir son destin.

Le contexte géopolitique de l'après deuxième guerre mondiale a fait surgir un doute quant à la pertinence d'utiliser le nom de Dieu pour légitimer un combat politique. Le clergé francophone, inspiré par la pensée d'Emmanuel Mounier, s'est retranché dans la valorisation de la relation intime avec le divin par une conversion intérieure. La communauté francophone d'Amérique du Nord s'est donné une vocation de survivance, à mi-chemin entre deux cultures. Au confluent de deux courants, le personnalisme et le syndicalisme, l'action catholique a occupé les sous-sols des églises. Aux moments cruciaux de son histoire, la résistance des canadiens français s'est structurée par petits groupes corporatifs, mi-cachée et mi-publique. La locution *Révolution tranquille* décrit le modèle québécois de passage à la laïcité.

Seul, le modèle change. Encore à notre époque marquée par le passage au troisième millénaire, la référence au sacré se perpétue. La turbulence qui secoue les pays ébranle les certitudes d'antan et d'autres plus récentes. Dans un passé pas si lointain, l'Église s'offensait; aujourd'hui c'est l'économie qui tremble. Et c'est vers les sciences humaines que s'adressent les questions concernant la cohésion sociale. Comment se fabrique le social et comment le social se défait-il? Chaque discipline avance des propositions qui sont autant de structures de sens articulées autour de concepts.

Les disciplines scientifiques nous proposent des modèles explicatifs complémentaires d'une réalité sociale qu'ils contribuent nécessairement à élaborer. La proposition d'un *modèle* auquel il faille donner son adhésion pour apprivoiser l'inconnu s'appliquerait ainsi à l'activité scientifique autant qu'à l'activité religieuse. L'efficacité structurante de la représentation religieuse du monde en matière de cohésion sociale pourrait être considérée comme un prélude à une ère d'explication scientifique et parfaitement objective de l'univers connaissable. Ce qui impliquerait que les sociétés puissent être classées sur une échelle de maturité. À la comparaison, certaines d'entre elles apparaîtraient d'un niveau inférieur de maturation, seraient dévaluées, voire infantilisées.

La *métaphore* du développement d'un individu humain pour expliquer un fait de société ressort ici avec évidence. Les milieux de la recherche scientifique n'échappent pas à la représentation symbolique de son objet d'étude, quelle que soit la rationalité de référence. Or, une société pense à travers ses référents, moins elle peut penser ses référents en eux-mêmes (Larochelle, 1990 p. 37). D'où l'importance d'une théorie de l'intersubjectivité. Le cadre conceptuel développé par Gilbert Larochelle nous propose d'articuler la dynamique de l'invention du social en définissant trois séquences en dialectique. Résumons brièvement.

Le premier niveau de la relation intersubjective s'établit lorsqu'une similitude dans la représentation des êtres et des choses concernant un groupe d'individus, devient collectivement ressentie. L'imaginaire collectif tend à se cristalliser en un modèle uniformisant. Les conventions facilitant les rapports se multiplient et façonnent progressivement le mode d'être-ensemble. Les conduites régulées réduisent au minimum le stress de la cohabitation. Des normes s'établissent, observables, mesurables et comparables à d'autres **modèles** de civilité. La modélisation, en tant que processus d'ajustement intersubjectif, relève essentiellement de la fonction imaginaire. Puisque l'image du vivre ensemble collectivement modelée n'advient que par l'interaction des ressentiments à un stade *préconceptuel*. Cette première étape de la construction du social, s'accomplit au fur et à mesure qu'une collectivité se représente elle-même comme une unité de présence au monde. La validité *uniformisante* du modèle, celle qui fera sortir le groupe de l'anonymat et le fera entrer en scène de façon spécifique, distinctive et durable, se vérifie dans le passage à l'étape suivante.

Pour tenir ensemble dans la longue durée, il ne suffit pas à des individus de se reconnaître une ressemblance. Il leur faut croire en un idéal qui prolonge la situation matérielle. Il importe de partager une croyance qui transpose la présence immédiate dans un au-delà des conditions existantes. Il est nécessaire que l'ensemble humain se sente transporté vers une possibilité désirable. Doit surgir du groupe un message d'espoir qui l'enchanté et le soulève. Ce deuxième niveau de construction sociale, d'ordre symbolique, se manifeste par un discours sur les **finalités**. Un langage se développe dont la fonction est de rallier en stimulant l'adhésion à une cause commune. Les mots ajoutent de la valeur aux choses, aux lieux ainsi qu'aux événements. C'est par le discours que des éléments disparates se classent en une hiérarchie d'intérêts. Le procédé discursif rassemble en donnant une orientation aux affinités électives. La *gouvernabilité* s'organise.

La fécondité du terreau social, sa capacité de susciter un certain appel au dépassement, se vérifie par le degré d'implication individuelle au service de la collectivité. L'engagement civique se révèle indissociable du processus discursif. C'est invariablement au nom d'une idée abstraite que les gens se mobilisent et se donnent les moyens de la réaliser, de la faire coïncider avec la réalité observable. Or, ces **moyens** lorsqu'ils se structurent sous forme de stratégies mobilisatrices, et a fortiori s'ils exigent le développement d'une technologie spécifique, ne sont déjà plus des impondérables. Ils relèvent du faire ensemble et participent ainsi au fait social concret, appréciable objectivement. Cette opération d'objectivation correspond au troisième niveau de l'édification sociale.

Cadre conceptuel de la construction intersubjective du social

Concepts linéaires	Niveaux d'analyse	Efficacité caractéristique
Modèle	Imaginaire	Faire tenir ensemble
Finalités	Symbolique	Faire croire
Moyens	Réalité	Faire faire

Source : G. Larochelle, « l'imaginaire la folle du logis » dans *L'imaginaire technocratique*, chap 1, p.53.

Le cadre conceptuel de Larochelle nous amène à considérer l'articulation de la subjectivité et de l'objectivité autrement que dans un axe dichotome. Il fait voir que l'une n'existe pas sans l'autre. Le modèle social émerge d'une époque et d'un lieu déterminés; il est porté sous forme de récit subjectif par des personnes objectivement identifiables. C'est dans le croisement de la chair et du verbe que l'imaginaire intersubjectif opère l'unification. La survie de cette unité sociale dépend de sa *gouvernabilité*. La nécessité de l'adhésion des personnes à un plan idéal de disposition des choses donne une légitimité à l'action politique qui *ré-objective* le subjectif.

Le tableau résume l'agencement des concepts. Subjectivité et objectivité ne s'y retrouvent pas nommées expressément. Le cadre conceptuel donne à voir la rencontre du processus de subjectivation et du processus d'objectivation dans chaque catégorie. L'un comme l'autre s'enracine dans l'imaginaire intersubjectif. Le *modèle* est imaginé en fonction du mode souhaitable de comportement social. L'adhésion au modèle s'opère par le discours au nom d'un signifiant *symbolique*, auquel se rattachent des finalités. Ce discours véhicule une promesse de *faire advenir* le bien commun par la mise en œuvre orchestrée d'un éventail de moyens allant de l'utilisation de savoirs jusqu'à la mobilisation de travailleurs. Bref, la vitalité de n'importe quelle société dépend de l'efficacité stratégique de ses agents à *faire tenir ensemble*, à *faire croire* et à *faire faire*.

Il importe d'insister sur les postulats sans lesquels toute cette approche théorique perd sa cohérence : L'action sociale résulte d'une harmonisation imaginaire particulière des éléments d'un ensemble à construire, dont certains matériaux sont déjà donnés et certains autres sont à inventer.

La *gouvernabilité* demeure l'enjeu fondamental de la viabilité de cette édification; le discours, son instrument privilégié de médiation. Peu importe la rationalité au nom de laquelle l'imaginaire collectif se trouve renforcé; le discours doit être considéré comme partie intégrante de l'action sociale à partir du moment où il est reçu et accueilli favorablement et qu'il engendre un passage à l'action publique. Autrement dit, la portée opérationnelle d'un discours l'emporte sur le contenu. En outre, l'efficacité d'une politique dépendra essentiellement du contexte historique et géopolitique. Ce dernier aspect de l'action publique sera développé plus explicitement au cours de l'exposé.

Fig. 1 Cycle de vitalité d'un modèle de cohésion sociale

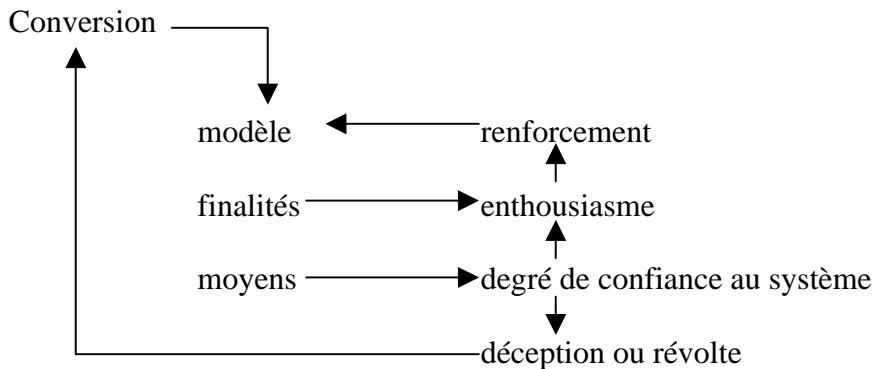


Schéma réalisé par l'auteur : © Liette Perreault, 2008

L'ordonnement par séquences séparées des dimensions trilogiques de la dynamique de la cohésion sociale sert à clarifier le lien entre l'imaginaire collectif et l'action publique. Son application à notre propos doit cependant être nuancée. Il faut comprendre que les trois niveaux s'interpénètrent et réagissent l'un à l'autre selon un rythme et une amplitude caractéristiques de chaque société. Les moments d'effervescence alternent avec les périodes de gestation plus tranquilles, tout au moins en apparence. Car l'imaginaire intersubjectif réinterprète constamment les contingences géophysiques. Ce sont néanmoins les caractéristiques associatives du milieu de vie qui déterminent progressivement le cadre normatif du vivre ensemble et qui délimitent les frontières entre l'intérieur et l'extérieur du groupe social.

La durée de vie des formations politiques, s'inscrit dans un processus permanent de consolidation de l'intérêt à vivre ensemble. La production de services démonstrativement efficaces sert à renforcer la logique de problématisation qui a servi à leur mise en œuvre.

Il va de soi que l'énonciation des objectifs doit mener, à moyen terme, à la réalisation concrète de moyens d'action et de produits. Le statut de la société qui les fabrique s'en trouve par le fait même rehaussé. Entendons ici, jusqu'à ce que les ressources s'épuisent, jusqu'à la limite des moyens. Et cela n'arrête pas le processus, bien au contraire. La perte de confiance dans l'atteinte des objectifs offre l'opportunité de relancer le débat sur les finalités. La lenteur de l'incarnation d'un idéal dans des réalisations concrètes peut même contribuer à créer des attentes nouvelles. Alors, l'échec doit être récupéré par le discours.

Le cycle de transformation se perpétue et s'*autodynamise*, paradoxalement, au rythme des lacunes qu'il génère au fil du temps. L'absence d'orientation politique clairement définie et acceptée par le groupe concerné n'arrête pas le changement des mentalités. Le manque de direction clairement établie et comprise peut fournir l'occasion stratégique d'inscrire une nouveauté au plan de la détermination sociale. Le sentiment de vide peut inciter à l'invention de nouvelles idées. Le jeu des affinités électives donne alors forme à des propositions inédites. Le modèle d'action sociale se régénère en phase d'instabilité.

Socialité, discours et détermination de territoire

La genèse de sociétés distinctes, qu'elles soient issues de dissociations ou d'associations, origine dans le sentiment partagé, culminant à un moment donné, d'une absence à transmuter en présence au monde plus signifiante, voire plus prometteuse sur l'échiquier des enjeux. Le désenchantement des uns ravive l'espoir des autres, la transformation sociale se réalise par alternative. Ces sociétés perdurent grâce à l'invention d'un modèle de mieux-être qu'elles situent en un espace-temps en devenir. Le pays idéal est le pays à advenir. Pour les uns celui qui incarnera une démocratie parfaite. Pour d'autres, le lieu où s'épanouira une population à la santé illimitée. L'imaginaire est roi. Il est le maître d'œuvre de la construction sociale. Une civilisation s'édifie en comblant un vide de signification. Elle occupe une place vacante, ou considérée comme telle, d'après un modèle abstrait du *vivre-ensemble* idéal. Elle se réalise concrètement au cours d'une entreprise collective de transformation de l'habitable en habitat.

La notion de territoire suppose le découpage d'une superficie quelconque. Les séparations d'ordre géologique demeurent assujetties à l'interprétation intersubjective à travers le filtre des représentations sociales. Le territoire se fabrique ainsi dans l'imaginaire par humanisation de l'espace. De sorte que la modélisation territoriale s'effectue inéluctablement sur la trame de l'idéalisation. Le modèle territorial se réalise en fonction d'un absolu. Il importe que l'horizon des finalités s'ajuste sur une réalisation infiniment désirable. Par conséquent, le territoire viable le devient à la condition d'être considéré enviable dans la longue durée. De la capacité collective à toujours imaginer un avenir meilleur, dépendra sa vitalité durable. Or, cartographié et même grouillant de vie, le territoire ne devient enviable que dans la mesure où il peut être associé à une promesse. Le territoire idéal s'apparente à une terre promise. Sur une terre surpeuplée et devant l'ampleur du problème des réfugiés pour des raisons climatiques, les emplacements aujourd'hui les moins attractifs seront-ils demain les territoires les plus convoités?

L'architecture témoigne de la transmission de traditions et des influences étrangères distinctives d'une époque. La mosaïque paysagère se transforme au rythme des manifestations d'un imaginaire collectif où s'enracinent les motivations de l'aménagement et du déménagement. Le canevas de l'occupation territoriale conserve, des décennies plus tard, de l'information pertinente sur l'idéal qui soudait une population donnée et servait de motivation à l'emplacement résidentiel privé tout comme au déplacement des endroits publics. L'idéologie dominante tend à imprimer au sol, sa spécificité. Les agents d'un nouveau régime à implanter cherchent à minimiser l'impact symbolique des vestiges de l'ancien. Les discours, certains plus efficacement que d'autres, agissent comme déterminants de territoire. Pour l'heure, c'est au nom de l'énergie renouvelable, que se formule l'appel à la mobilisation pour un monde meilleur. Le défi consiste à léguer à la descendance un environnement sain. La campagne de persuasion-dissuasion en faveur du développement durable bat son plein. Le Québec entend y jouer un rôle de chef de file. C'est par la trace que le discours écologiste laissera sur le territoire que les générations futures jugeront objectivement de sa réelle efficacité.

Nous serions néanmoins en mesure d'analyser les effets territoriaux de grands pans de l'histoire québécoise. Par exemple, la référence au divin a laissé des empreintes durables sur le sol québécois. Les églises catholiques aux clochers pointus poinçonnent de lumière les nuits de l'arrière-pays. Elles trônent, habituellement construites au sommet d'une colline, entre le cimetière et le presbytère. La paroisse se développait là autour de ce qui deviendrait le lieu par excellence de ralliement. L'érection du bureau de poste, du magasin général et de l'école du village élargissait le milieu de rencontre des paroissiens. La rue de l'église était parfois qualifiée de *Principale* bien que seule route carrossable existante. Les avenues baptisées au nom des saints du calendrier liturgique délimitaient une à une les zones nouvellement défrichées. Les habitants des rangs se reliaient symboliquement par des croix de chemin. Le rituel de procession des fidèles marchant derrière le dais traçait un itinéraire qui instaurait une hiérarchie parmi les voies de circulation. L'arrachée de terrain à la forêt vierge se faisait au nom de Dieu. Le curé bénissait les récoltes et réclamait sa part, la dîme, toujours au nom de Dieu et de ses œuvres. Le territoire légué conservera l'empreinte du passé religieux des Canadiens français bien longtemps après que les églises vides soient reconverties à une mission nouvelle.

Le culte religieux a donné le ton au discours dominant. Dans un passé pas si lointain, les prêtres se trouvaient au Québec parmi les rares érudits. Les cultivateurs d'antan n'avaient guère les moyens de se priver de la force de bras pour laisser aller au collègue plus d'un seul de ses fils. L'espoir d'une telle bénédiction se reportait ordinairement sur le plus jeune de la famille. Ce dernier était confié aux soins d'une communauté religieuse. Éduqué d'abord au petit séminaire, ses aptitudes intellectuelles étaient évaluées. Les plus doués de la cohorte étaient dirigés vers le grand séminaire où ils apprenaient à maîtriser l'art oratoire. On leur inculquait en même temps que des connaissances en théologie, la vocation de transmettre le message évangélique. Du haut de la chaire, leur discours aurait une portée rassembleuse. Les familles de fermiers ne demandaient qu'à croire en un au-delà de la souffrance pour donner un sens à leur labeur quotidien de subsistance. Le vecteur du message ne pouvait être mieux choisi. Un fils de la place ne pouvait mentir aux siens.

Les pratiques sociales se sont harmonisées. Des alliances solidement nouées ont facilité, à cette époque mémorable qui se clôt à l'arrivée du *duplessisme*, la *gouvernabilité* du peuple québécois. Les politiciens n'étaient pas dupes quant au pouvoir persuasif des sermons lors des assemblées dominicales. Aussi, les candidats aux élections entretenaient-ils obligatoirement des relations cordiales avec les représentants du culte. L'association tacite des élites religieuses et politiques répondait à une complémentarité de leurs intérêts respectifs.

L'histoire du Québec est ponctuée de ces moments culminants de convergence et de divergence des préoccupations de l'une avec l'autre allégeance. Une divergence notoire annonçait un changement de paradigme: le passage de la théocratie à la technocratie. Deux faits permettent d'illustrer cette dimension de l'action publique. L'ambitieux projet de la colonisation de l'arrière-pays fut réalisé dans la convergence, tandis que le plan du Bureau de l'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) s'est conclu dans la divergence.

Lors de la crise économique de 1929, l'urgence s'est ressentie collectivement d'un ralliement des forces vives de la communauté francophone d'Amérique. Les deniers publics de la province de Québec ne suffiraient pas à empêcher les familles de sombrer dans la pauvreté et le désœuvrement. C'est alors qu'une vaste campagne de promotion de l'occupation du territoire fut imaginée par l'élite du temps, surtout des notaires, des médecins et des prêtres. Le clergé a joué un rôle de premier plan dans le projet national de colonisation des contrées vierges qui, aujourd'hui peuplées, ont conservé le déterminatif de régions ressources: Lac-Saint-Jean, Abitibi, Bas-Saint-Laurent. Les hommes de lettres de l'époque ont témoigné de cette époque mémorable et ont inscrit des lieux dans l'imaginaire collectif dont certains sont exploités comme sites historiques par l'industrie touristique locale. La figure légendaire du curé Labelle, portée à l'écran, a servi à illustrer le fait marquant d'un compromis historique entre ministres du culte et agents des terres. Les élites politiques et religieuses ayant autant à gagner l'une que l'autre à joindre leur pouvoir respectif et à s'allier au projet d'occupation des terres, à un moment stratégique de l'histoire du peuplement du Canada.

Trente ans plus tard, les héritiers du Bas-Canada se percevaient collectivement comme des Québécois. De plus en plus fièrement aussi, car des artistes francophones d'Amérique devenaient adulés en France. Le discours des intellectuels, ceux qui savent, délaissait peu à peu la référence religieuse pour la référence culturelle. Un idéal de société commençait à poindre sur un thème à la fois nouveau et inspirant: « Maître chez nous ». La stratégie de la nationalisation des ressources et des compétences fut adoptée comme le moyen le plus sûr de faire advenir la réalité québécoise au monde moderne. La matérialisation du rêve allait se planifier dans un espace/temps désormais en dehors de la sphère spirituelle. La jeune société s'est dotée de structures organisationnelles en gestion des ressources humaines tout comme en aménagement du territoire. La conversion fut rapide. Un journaliste anglophone décrivit l'opération de changement social comme une *Révolution tranquille*. Un vocable qui plaira aux Québécois au point de devenir le symbole identitaire de l'édification réussie d'un modèle de restructuration sociale. La locution fut adoptée par les couches populaires et perdure, encore aujourd'hui, comme référence forte à la promotion d'une société distincte dans le cadre politique canadien.

Dans l'esprit de cette réforme, les territoires éloignés de la Capitale nationale se présentaient comme l'arrière-pays par rapport au centre décisionnel. Par conséquent, l'Est du Québec devait sans contredit faire l'objet d'une transformation plus radicale. Un chantier s'est élaboré sous la gouverne de technocrates. Ces derniers se sont acquis l'assistance rhétorique de chercheurs de l'Université Laval. Le BAEQ fut créé, comme instance de planification et de mise en œuvre. Le plan prévoyait la fermeture de petits villages considérés non viables. Le rêve de modernisation a tourné au cauchemar pour les habitants des villages désignés. Et l'État a dû faire face à la résistance du milieu dans ce que l'H+istoire retient comme les trois phases de l'Opération Dignité. Ils n'étaient pourtant qu'un petit nombre à refuser de se soumettre. On ne pourrait, par conséquent, évoquer l'ampleur de la rébellion pour expliquer l'efficacité du pouvoir contestataire. La seule intervention du clergé en territoire rural n'aurait pas suffi à renverser la situation. Car l'affrontement entre théologiens et technocrates est demeuré un phénomène local.

Interpréter l'événement comme le simple résultat de la confrontation entre deux ordres de rationalité, nous apparaît par conséquent une approche réductrice. Examinons les faits d'après l'articulation théorique des trois niveaux de l'intersubjectivité présidant à la transformation sociale. La question de l'attachement au territoire se révèle incontestablement au centre du litige. La légitimité de l'État également, en tant que droit gouvernemental de modifier unilatéralement l'habitat des citoyens. Ce privilège, jadis concédé au suzerain, fut contesté comme atteinte à la dignité humaine. Tentons de départager brièvement ce qui relève de chacun des trois niveaux d'analyse : la modélisation, la symbolisation et la réalisation, dans la perspective des représentations collectives déterminantes pour le territoire.

Le sentiment de partager un même style de vie correspond au premier niveau de socialité, une condition préalable à l'organisation politique du *vivre-ensemble*. ? La conviction de faire partie d'un seul et même *être-ensemble* avait servi la survivance du fait français en territoire anglo-saxon. Sans doute existait-il à l'époque du BAEQ un décalage de perception du bien-être entre résidents de la campagne et ceux de la ville. Le désir sécurisant d'une homogénéité parfaite, qui habite l'inconscient collectif des groupes minoritaires, a sans doute joué de part et d'autre. Du côté des promoteurs, la motivation était fort louable de réduire les écarts de développement entre l'Est et le Centre du territoire québécois. Du point de vue des contestataires, l'indignation des villageois était prévisible. La mise en œuvre d'un plan d'aide à un sous groupe, en raison de sa vulnérabilité particulière, risque d'engendrer un sentiment d'aliénation et de compromettre l'aboutissement d'une action publique aux objectifs édifiants. Le fait de porter au niveau du discours la supériorité de l'aménagement urbain et de souligner ce qui fut perçu comme un retard de développement a certes pu heurter la fierté des communautés rurales.

D'autres parts, la désobéissance civile aurait difficilement pu se structurer efficacement sans cet appel à la dignité qui la légitimait la résistance. Car le deuxième niveau de la cohésion sociale dépend expressément de la capacité de ralliement autour d'un idéal. Le désir de relever ensemble le défi de prendre sa place dans le monde, préexiste à l'état latent au sein de tout regroupement. Le passage à la mobilisation collective, en tant que facteur de rassemblement, repose sur l'aptitude du groupe à se reconnaître une responsabilité commune face à un même destin. Le discours politique ne réussit à orchestrer les composantes de l'action publique, qu'en faisant croire à la majorité que l'intérêt général est en jeu, que par un appel vibrant au dépassement des différences.

Or, le discours du BAEQ n'est pas des plus émouvant. Le texte est exempt de connotations d'ordre affectif. On y retrouve rien de l'idéalisation symbolique qui puisse soulever l'enthousiasme général au dessus des intérêts particuliers. Rien n'appelle à consolider les liens de fraternité par l'adhésion populaire à une cause noble. C'est au nom d'un certain savoir scientifique que des familles entières ont dû abandonner leurs terres ancestrales. L'appel au peuple du Bas-Saint-Laurent se situait au niveau de ce que les porte-parole du projet désignaient par *le plan*. Centré sur la réalisation, il s'adressait à la raison des communautés ciblées plutôt qu'à leurs sentiments.

Notre angle d'analyse en trois dimensions fait ressortir un déséquilibre dans la stratégie de transformation sociale adoptée par le BAEQ. Le plan se concentrait sur l'aménagement territorial, se limitait aux moyens. Les promoteurs ont sous-estimé l'importance du premier niveau, celui du sentiment d'appartenance. Or, les populations visées par le plan vivaient une socialité paroissiale entretenue par les fréquentations de proches parents et d'amis. Le deuxième niveau, celui de l'idéal de mobilisation, fut également négligé. Or, la vocation rurale était encore symbolisée par les valeurs d'entraide entre voisins et de vaillance face au défi de nourrir la famille avec les fruits d'une agriculture de subsistance. Le changement de mentalité qui aurait pu permettre la réintégration des délocalisés dans leur nouveau milieu de vie ne s'est pas produit (Côté, 1980). L'indigence subséquente de ces familles déracinées n'a pu qu'intensifier la dévalorisation du Québec rural au regard de la population urbaine. L'occasion perdue de promouvoir une éventuelle solidarité interrégionale a pu servir la *gouvernabilité* des zones périphériques par un centre national. Sans doute au prix de compromettre le ralliement de populations régionales à un projet politique commun et d'instaurer une dynamique de concurrence plutôt que de complémentarité. L'échec du BAEQ résulte, pour une bonne part, de la démission des élus. Auraient-ils transféré trop complètement leur fonction de rassembleurs à une élite intellectuelle entièrement dédiée à la réalisation concrète du projet? Certes, une politique d'envergure nationale a fait gravement défaut.

La faiblesse de coordination émanant des pouvoirs politiques n'a pas empêché une métamorphose du mode d'occupation du territoire. Le phénomène de *métropolisation* était enclenché. Le mouvement allait se poursuivre tant que se propagerait la fascination pour le style de vie moderne, entretenue par les nouveautés technologiques qui facilitaient les tâches laborieuses. Le voyageur des campagnards vers la ville centre la plus rapprochée, rendue attrayante par ses centres d'achat, établissements d'affaires et places de divertissement, s'est popularisé jusqu'à devenir un style de vie. L'aménagement de voies rapides, devant réduire le temps de déplacement, a modifié le paysage. Certains lieux sont devenus méconnaissables le temps d'une seule génération. Des places de rencontres se sont vidées entraînant la fermeture, ici et là, d'une boucherie, d'une boulangerie, d'une fromagerie, d'une beurrerie... Soulignons que ce n'est pas un objectif rationnel, concernant la rentabilité d'une densité urbaine accrue, qui semble avoir compté dans la rapidité de la transformation territoriale. Mais plutôt l'enchantement généré par ce que la grande ville symbolisait. L'idéal de la modernisation a fait son œuvre de médiation entre les styles de vie et la structuration des espaces. Le mouvement se poursuivra jusqu'à ce que les ressources soient épuisées. À la limite des moyens, jusqu'à ce que cet imaginaire territorial se désagrège.

Nous proposons le concept -imaginaire territorial- pour désigner le processus situé dans un espace-temps circonscrit, initié par une collectivité déterminée, en vue de se donner une place enviable et reconnue de par le monde. L'imaginaire territorial se matérialise par l'action publique concertée, lorsque le doute sur la pérennité de l'être ensemble cède le pas à une conviction de partager la reconfortante croyance en un avenir meilleur. Dans le domaine des sciences régionales, postulons que l'étude d'une unité territoriale exige d'être abordée comme un modèle d'*être-ensemble* complexe, interactif et évolutif

Territoire et énonciation de politiques

Nous disions plus haut que la viabilité d'une société dépend de sa *gouvernabilité*. Ajoutons qu'à la veille d'une transition idéologique les gouvernants doivent repérer les conditions nouvelles de cette *gouvernabilité*. Les Commissions politiques sont créées à cette fin. En 2000, le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) créait la Commission Clair, laquelle devait proposer des alternatives au régime public d'organisation et de financement du système de santé. L'opération de consultation populaire a provoqué le dépôt de 556 mémoires. Cette production obtenue en un temps record doit son succès à la collaboration obtenue au sein de la structure de coordination des services de santé, appelées à l'époque, les Régies régionales de la Santé et des Services sociaux (RRSSS).

La particularité de cette structure, composant un réseau territorial de dessertes de soins, consistait en une centralisation incontournable : chacune des instances régionales recevait ses directives du Ministère, de telle sorte que les relations interrégionales demeuraient quasi inexistantes. Une autre des particularités du réseau de service découlait de la densité variable des populations régionales qui décline en fonction de l'éloignement des Centres universitaires spécialisés. Rappelons enfin que, lors de la prise en charge gouvernementale dans son intégralité, de l'ensemble des soins médicaux hospitaliers et ambulatoires, les médecins ont conservé la liberté de choisir leur lieu de pratique.

Les mémoires régionaux déposés à la commission Clair ont d'ailleurs souligné que les quelques timides mesures incitatives à l'exercice de la médecine en région n'ont pas apporté de changement à cette culture qualifiée d'*entrepreneuriale*. Dénoncée comme telle par les employés du secteur public, la culture médicale inspire aux contribuables une méfiance exacerbée par le fonctionnement hiérarchisé de cette institution. Les médecins spécialistes œuvrant en Centre universitaire occupent le rang le plus élevé de la hiérarchie, au-dessus des spécialités courantes de l'obstétrique, de la pédiatrie, de la gériatrie, de l'anesthésiologie et de la chirurgie générale. Les professionnels de pratique omnipraticienne représentent, dans l'imaginaire collectif, des fonctions moins nobles. On conçoit mal que ces derniers, conservant la responsabilité de gestion de cliniques privées, aient opté pour le regroupement en milieu urbain.

Les associations professionnelles ont exprimé une réserve générale à l'égard d'une organisation territoriale des soins et autres services de santé telle que proposée par les commissaires. Elles ont manifesté une crainte de la hiérarchisation du territoire québécois calquée sur cette structure médicale institutionnalisée. En plus, malgré les délais extrêmement courts d'une consultation planifiée en plein cœur d'été, les organismes subventionnés, intervenant dans le secteur de la santé et des services sociaux, se sont majoritairement prévalus de leur droit de parole. Ils ont tous témoigné selon la même orientation: la gestion des soins doit être l'objet d'une décentralisation territoriale orchestrée par le gouvernement du Québec et non pas laissée au libre arbitre des associations médicales.

Les Québécois des régions les moins bien desservies par le réseau de soins et de services ont, pour leur part, rappelé l'idéal qui prévalait lors de la prise en charge par l'État des services médicaux et hospitaliers. L'accès gratuit aux soins reposait sur la notion d'égalité des citoyens indépendamment de leur prédisposition individuelle à la maladie et, surtout, sans discrimination liée au lieu de résidence. Des propos unanimes et empreints de déception, de collectivités entières se disant trahies par une promesse non tenue, ont été formulés aux audiences régionales bien que non rapportés à la Commission. De sorte que le rapport ne traduit pas la rupture dialogique entre les concentrations métropolitaines et les autres, dont un chapelet de villes et de villages sis au nord du Fleuve Saint-Laurent. Des communautés autochtones complètes se disent abandonnées à leur sort par le système en place.

Outre le désintérêt des médecins à l'égard de la pratique en région, plusieurs catégories de contribuables se soucient de la portion du fardeau fiscal. Le volet socialisant de la politique autant que le volet libéralisant de l'entrepreneuriat médical opposent deux factions de la société québécoise : d'une part, les adeptes d'une alliance avec le secteur privé et d'autre part, *les purs et durs* adhérant au principe d'une gestion exclusivement publique. En 2008, après le dépôt du rapport Castonguay, le débat concernant une alternative au mode de financement actuellement en vigueur, semble vouloir se polariser entre les tenants d'une cotisation individuelle et les tenants d'une cotisation nationale. Est-ce que les ressources sont manquantes, ou bien sont-elles mal gérées? En attendant la réponse des experts, les cordons de la bourse sont tenus bien serrés au Conseil du trésor.

La structure institutionnelle de la santé et des services sociaux semble vouloir s'ajuster à des objectifs budgétaires plutôt qu'à des impératifs humanitaires. Comme toujours, les nouvelles idées se matérialisent; le territoire subit les contrecoups de ce changement d'orientation. Le groupe social ne se rend pas compte, à l'issue d'une réorganisation de son système de valeurs, des effets paradoxaux du changement. Comme la cicatrice laissée par une chirurgie, la conséquence tangible de la concentration des services sur l'occupation du territoire prend un certain temps à se manifester. Au Québec, la concentration des ressources financières et matérielles de même que la centralisation des décisions concernant les technologies médicales et leurs usagers contribuent à créer de l'inégalité interrégionale.

Pendant que des experts s'acharnent à questionner un mode de financement passablement dissocié de la prestation des services rendus, ou non rendus faute de ressources, l'action publique semble paralysée. Pourtant, la notion d'autonomie régionale fabrique des adeptes irréversiblement convaincus d'une nécessité incontournable : la régionalisation des fonds publics engagés dans l'Assurance-Maladie. Autrement, l'isolement en matière d'accès aux services médicaux que déplorent les habitants de la Rive-Nord du golfe Saint-Laurent pourrait mettre en danger l'intégrité territoriale du Québec. La présence de communautés autochtones défavorisées de même que la proximité du Labrador offrent suffisamment de scénarios à imaginer, et autant de matière à un débat de société. Bien qu'il soit déjà peut-être déjà trop tard pour espérer que les jeunes adultes y participent. Désenchantés de l'inconscience de leurs aînés, ils se retranchent, fixant l'idéal à très long terme de sauver la planète terre... Un imaginaire territorial en germination?

Et c'est ici que notre cadre théorique devient le plus utile, car il permet de discerner ce qui, du point de vue de la population, nous informe sur les trois niveaux d'édification de la cohésion sociale et de questionner ensuite la justesse de diagnostic du rapport de la Commission Clair. Le discours des conseillers au Ministère insiste sur le manque de ressources et la difficulté du *faire-faire* qui en découle. Ces experts-conseils évoquent le manque de médecins et d'infirmières, le manque de temps pour les former et le manque d'argent pour les rémunérer. Les coûts exorbitants du programme public d'Assurance-maladie s'ajoutent à la complexité des soins assurés. Les corridors reliant les populations régionales aux centres médicaux s'engorgent. Le réseau territorial des services de santé se désarticule. Tout comme le tissu d'entraide paroissiale s'était effrité auparavant.

Notre perspective d'analyse fait davantage ressortir la dislocation de l'*être-ensemble*. Les auteurs de mémoires déplorent que le législateur ait obligé la fusion des Conseils d'administration des centres locaux de Santé et des Services sociaux (CLSC), des Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) et des hôpitaux (CH). Les Centres de Santé ainsi reconstitués devaient contrer la fragmentation territoriale. La vague de fermeture des CHSLD qui a déferlé sur les campagnes, malgré les mouvements de protestation populaire, a fait surgir de sérieuses suspicions sur l'aboutissement, à longue échéance, du processus de fusion amorcé. Certains villages de l'arrière-pays, dont la distance du CH le plus rapproché avait justifié l'ouverture d'un point de service, accueillaient hebdomadairement un médecin dédié aux programmes d'accès communautaire aux soins. Or, les villageois ont vu cette offre de services se réduire à des prélèvements sanguins effectués sur ordonnances médicales qu'ils doivent se procurer aux cliniques médicales de la *ville centre*. L'obligation d'entreprendre un trajet de plus d'une heure, surtout en hiver, a dû accélérer le départ vers la ville de personnes particulièrement fragilisées par l'âge, la maladie ou un handicap quelconque.

Les experts consultés ces dernières années n'ont pas été de grande utilité pour les élus concernant le défi du *faire croire*. Bon nombre de citoyens contribuables ont peine à percevoir une avancée dans l'élaboration d'un plan susceptible de sortir d'une impasse. La confusion règne, entre autres, en matière de la variété des acceptions de la privatisation, de la fluctuation des conditions contextuelles de sa mise en œuvre, de même que des incertitudes concernant les effets à long terme associés au choix d'une stratégie parmi de multiples possibilités. Une conversion idéologique paraît imminente en regard de l'accumulation des insatisfactions dans une collectivité de moins en moins homogène. Puisque c'est au niveau du *faire tenir ensemble* que l'action sociale se donne à consolider, la remise en question du modèle québécois encore associée à la *Révolution tranquille*, ne fait qu'accroître l'insécurité latente. De telle sorte que le climat paraît défavorable à un débat de fond lequel favoriserait la transparence des décisions. Dans une atmosphère de méfiance entre gouvernants et gouvernés, les recommandations d'experts, même les plus impopulaires, peuvent être adoptées à la pièce en catimini. Le territoire gardera les empreintes des stratégies électorales ainsi choisies. Les générations futures hériteront des effets à long terme des décisions actuelles, notamment au plan de l'occupation du territoire. Les études se succéderont jusqu'à ce que se présentent les conditions favorables à la convergence des idéaux et des discours des élites.

Au terme d'une démarche d'interprétation des empreintes sur le territoire, le modèle conceptuel développé par Larochelle nous a permis de discerner trois catégories d'habitats. La transformation du territoire y apparaît correspondre à une séquence de succession des idéologies dominantes sous-jacentes aux systèmes d'action publique. Trois types principaux d'aménagement du territoire ont été discernés, correspondant respectivement à des consensus sociaux. La configuration en chapelet autour d'un lieu dédié au culte fut remplacée par les corridors de services donnant accès aux centres dédiés à la recherche médicale. On assiste actuellement à la promotion de zones d'habitation à teneur écologiste, un discours dont l'issue demeure imprévisible.

Empreintes sur le territoire de la mobilisation sous l'égide des élites dominantes

Politiques publiques <i>le faire-faire</i>	Trois moments de transformation de l'imaginaire territorial correspondant à une conversion des représentations collectives		
Groupes d'influence	Élites cléricales	Élites médicales	Écologistes
Organisation territoriale	Chapelet de maisons autour de l'église	Réseau routier entre villages et villes	Îlots <i>en-viables</i> reliés par le net
Configuration spatiale	Cercle autour d'un lieu dédié au culte	Corridor d'accès aux centres de services	Toile du village global, tissée de liens d'affinités électives

Tableau réalisé par l'auteur : © Liette Perreault, 2008

De notre angle d'analyse, ces moments de convergence correspondent à des cycles. Ils semblent coïncider avec des prises de conscience périodiques d'une obligation collective à réparer le passé. La société québécoise ne se transforme pas sur un horizon prospectif. Le peuple n'a pas complété le passage à la laïcité; il continue de répondre à un impératif moral sur le registre de la rédemption. L'idéal de santé s'est voué à la guérison des corps tout comme celui de la sainteté, jadis, à celle des âmes. Présentement, c'est la mobilisation en faveur d'un environnement sain qui nous paraît se structurer, centré sur l'objectif de sauver la terre.

Empreintes sur le territoire des systèmes de croyance organisateurs de socialité

Thèmes dominants <i>le faire-croire</i>	Trois moments de recevabilité du discours correspondant à une conversion des idéaux et à une reconfiguration du <i>vivre ensemble</i>		
Idéal d'influence	Égalité/Spiritualité	Prospérité/Santé	Prudence/Écologie
Organisation de la socialité	Clans fermés locaux Voisinage/Parenté	Zones d'interaction Clients/Fournisseurs	Réseaux d'échanges Affinités/Inquiétudes
Représentation spatio-temporelle	Le paradis ou l'enfer pour l'éternité	Valeur individuelle de l'espérance de vie	Espoir à long terme de sauver la planète

Tableau réalisé par l'auteur : © Liette Perreault, 2008

Notre proposition suggère de prendre en considération que l'idéal social dominant détermine une configuration spatiale particulière et que, par conséquent, l'imaginaire collectif constitue un agent de transformation territoriale incontournable. Cette perspective d'analyse nous semble ouvrir de nouvelles avenues aux études régionales. Bien que la complexité de l'imaginaire territorial puisse déjouer les plus savantes prédictions, les empreintes du passé sur le territoire se prêtent à un travail d'interprétation méthodique. Le cadre conceptuel proposé nous paraît également convenir à l'interprétation des failles du modèle socio-politique existant, de même qu'à une approche critique de ce que promettent les innovations émergentes. La notion d'imaginaire territorial nous a permis de saisir, à mi-chemin entre les approches transversale et longitudinale des moments de l'action publique en mouvement.

Références

CÔTÉ, Pauline (1980). *Éléments pour une théorie de l'idéologie urbaine : l'idéologie technocratique du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec*, Thèse en psychologie, Montréal : Université de Montréal.

BOUCHARD, Gérard. (2000). *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal, Boréal.

DE KONINCK, Marie-Charlotte (Coord.) (2008). *Territoire. Le Québec : habitat, ressources et imaginaire*, Montréal, Coédition Musée de la civilisation et Éditions MultiMondes.

FRESSARD, Olivier (2005). *L'imaginaire social ou la puissance d'inventer des peuples*, Coll. Sciences de l'Homme & Sociétés, No 80, Antibes, France.

LAROCHELLE, Gilbert (1995). *Philosophie de l'idéologie : théorie de l'inter-subjectivité*, Coll. l'interrogation philosophique, Paris, Presses universitaires de France.

LAROCHELLE, Gilbert (1990). *L'imaginaire technocratique*, Montréal, Boréal.

MOLES, Abraham (1995). *Vers une psycho-géographie*, Encyclopédie de Géographie, Montréal, Economica.

PERREAULT, Liette (2007). *La Commission Clair et le débat québécois sur la santé à l'aube du troisième millénaire : entre l'unité nationale et la diversité régionale*, Thèse en Développement Régional, Rimouski, Université du Québec à Rimouski.

RIOUX, Marcel (1985). *Le besoin et le désir*, Montréal, L'Exagone.

TREMBLAY, Marc-Adélar (1982). « L'anthropologie de la santé en tant que représentation » dans *Imaginaire social et représentations collectives*, Fernand DUMONT (dir.) Québec, Les Presses de l'Université Laval.